

## **Synthèse du travail du chantier Finance Solidaire (Avril 2005)**

### **UN RÉSUMÉ DU CONTENU**

Face au succès du microcrédit présenté par les institutions multilatérales, des Nations Unies au G8 en passant par la banque mondiale et le FMI comme un outil stratégique de développement notamment au Sud, les critiques sur les dérives de ces pratiques sont de plus en plus fréquentes (Amouroux, 2003 ; Guérin, Servet, 2005). Le principal reproche est celui de la banalisation de pratiques financières qui s'inscrivent et renforcent le processus de mondialisation néo-libéral. En cherchant à rentabiliser l'accès des populations défavorisées aux services financiers de base (épargne et crédit) par l'application de techniques et règles de plus en plus proche de la finance commerciale, la microfinance ne risque-t-elle pas d'apparaître comme un segment du marché de la finance internationale ciblant les plus démunis ?

Dans ce contexte, plusieurs acteurs et institutions réagissent pour faire valoir l'importance pour le développement comme pour la pérennité des Institutions de microfinance (IMF) des objectifs politiques et sociaux de la microfinance et de leur valorisation. Partisans de la finance solidaire, ils montrent que la construction de liens sociaux et de capital social entre institutions et acteurs locaux est non seulement un facteur de viabilité à moyen terme mais un facteur de développement durable des populations.

Faut-il encore en faire la démonstration avec des outils de pilotage et démarches d'évaluation adéquats. C'est pourquoi le chantier finance solidaire du Pôle de socio-économie solidaire (PSES) de l'Alliance avec d'autres organisations comme CERISE et le CGAP ont mis en place un dispositif de recherche-action qui cherche à tester dans plusieurs pays des critères et indicateurs de performance sociale à même de mettre en évidence les spécificités des pratiques de finance solidaire par rapport à des activités classiques de microfinance. Plus généralement, il s'agit de mettre en évidence l'impact sociétal de ces pratiques.

### **Introduction**

Historiquement, la microfinance a rencontré un succès réel comme outil d'inclusion des exclus du système bancaire classique. A l'heure actuelle, on considère que 60 millions de familles ont accès aux services de la microfinance dans le monde.

Pour répondre à ce souci d'inclusion, les bases de fonctionnement des institutions de microfinance (IMF) ont reposé sur les liens sociaux et la proximité avec les bénéficiaires :

- 1) La solidarité et la participation : on trouve ces ressorts dans le fonctionnement des groupes de caution solidaire ; dans les systèmes coopératifs, chacun est membre et participe à la gestion de l'institution ; au sein des banques villageoises, l'ensemble du village est partie-prenante et responsable du bon fonctionnement de la caisse pour le bien du village, etc.
- 2) Des services pour les exclus : les services ont été pensés et adaptés pour les besoins d'une population marginalisée économiquement ou socialement (petites sommes, remboursements réguliers, ciblage des activités des ménages pauvres, contacts directs avec des agents de crédits locaux, etc.).
- 3) Les services reposent sur la proximité avec les bénéficiaires : proximité géographique avec le développement d'agences rurales ou les services des « banquiers ambulants » qui se déplacent vers les clients ; proximité sociale dans la recherche d'une réduction des barrières entre les clients et l'institution (agents locaux, services adaptés au contexte culturel et religieux, etc.) ; proximité temporelle se traduisant par des contacts fréquents entre l'institution et ses clients par des remboursements réguliers ou de fréquentes séances de formation et d'échanges. La proximité accroît la confiance, réduit les asymétries d'information et atténue les barrières sociales entre les clients et l'institution.

Dans les années 90, la marche vers la pérennisation des IMF a focalisé l'attention sur les questions de viabilités financière et institutionnelle. Des outils d'analyse financière ont ainsi été adaptés mais les performances sociales des IMF étaient considérées comme acquises. La marche vers l'autonomie financière, poussée à son extrême par certains bailleurs, a pu contribuer à détourner la vocation sociale de nombres d'IMF.

### **Les constats du chantier FINSOL**

Les acteurs de la Finance Solidaire, réunis au sein de l'atelier FINSOL font le constat suivant : il est nécessaire et urgent de distinguer différentes formes de microfinance en fonction des types de pratiques des IMF.

On peut différencier deux grandes catégories d'institutions :

1) La microfinance qui considère son rôle comme celui d'un prestataire de services financiers, voire de pourvoyeur de crédits. Ces institutions ont démarré en général sur un créneau délaissé par les banques et établissements de crédits, celui des clients " non bancables ".

Nombreux bailleurs de fonds ont finalement adhéré à cette vision technocratique et bancaire du secteur, séduits par le discours professionnel et rassurant. Les bailleurs sont aussi hostiles aux risques ! C'est cette forme de microfinance qui prône l'institutionnalisation en banques commerciales pour accéder au marché monétaire, une rentabilité élevée pour attirer des investisseurs privés. On peut la qualifier de " microfinance pré-bancaire ".

2) La microfinance qui considère que la finance est un outil efficace, mais au services du développement humain et sociétal. Pour ces micro financeurs, la manière d'apporter les services peut faire toute la différence. Parce qu'elle met les hommes et leurs liens sociaux au centre de sa mission, cette forme de finance agira toujours en fonction des contextes et des milieux, qu'elle cherchera à connaître, pour mieux les servir et les valoriser. La consécration pour cette finance est l'impact sur le capital social et l'autonomie de ses clients, qui à leur tour impactera sur la pérennité de ce type d'institution. On peut la qualifier de " Finance Solidaire ".

Tout comme la banque est un métier, la finance solidaire est un autre métier, un nouveau métier à faire reconnaître et à promouvoir.

Sur la base de ce constat général et du bilan des initiatives et innovations dans le domaine de la finance solidaire, les acteurs de FINSOL avaient établi en 2002 une série de propositions qui ont donné lieu à un certain nombre d'avancées depuis, grâce au travail conjoint avec l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI) initiée en 2002 par la Fondation Argidius et financée conjointement en 2004 par la FPH et la Coopération Suisse (SDC).

## **I – Concepts, définition et processus**

A l'heure actuelle, de nombreux constats ont alimenté les réflexions conduisant à s'interroger sur la mesure des performances sociales, au niveau macro-économique ou au niveau des organisations. La microfinance entre également dans ces réflexions. Ce texte présente rapidement le cadre de réflexions sur la mesure des performances sociales et illustre cette approche par un travail mené par le chantier FINSOL et le réseau CERISE avec leurs partenaires pour la définition d'un outil de mesure des performances sociales qui puisse valoriser le travail des institutions de finance solidaire. La contribution fait le point sur l'avancement du travail et sur les perspectives des acteurs de la finance solidaire engagés sur le thème des performances sociales.

Les réflexions sur les performances sociales ou sociétales reposent sur une série de questionnements :

- face à la globalisation et les risques sur les inégalités, quelles sont les conséquences des activités économiques ?
- dans l'économie globale, sans frontière, quelle structure de gouvernance qui elle aussi dépasse les frontières, pourrait inciter les organisations à développer des activités dont les résultats soient bénéfiques socialement, pour l'environnement aussi bien qu'économiquement ?
- face aux problèmes de gouvernance des entreprises, les investisseurs et les autres parties prenantes attendent de plus en plus le respect de standards en termes d'éthique et de transparence,
- les entreprises sont plus clairement exposées aux attentes des clients et des consommateurs, soutenus par une couverture médiatique croissante, en ce qui concerne leur contribution au développement durable.

Ainsi, des incitations et des exigences des gouvernements se développent rapidement, qui élargissent le champ du *reporting* financier conventionnel pour inclure des informations non financières. Encouragés en partie par la demande croissante de fonds sociaux et de fonds éthiques parmi les investisseurs institutionnels et les individus, de nouveaux indices « socialement responsables » apparaissent chaque année (voir Global Reporting Initiative , 2002, <http://www.globalreporting.org/>).

De plus, au delà de la pression externe, les organisations ont engagé des efforts pour définir et intégrer les notions de responsabilité sociale dans tous les domaines de leurs activités, leur expérience les confortant parfois dans l'idée que la responsabilité sociale peut avoir un impact positif sur les performances économiques : pour les territoires, amélioration de la cohésion sociale, participation, renforcement de la sécurité, limite des dégradations sur l'environnement, etc. ; pour les entreprises, réduction des coûts opérationnels, amélioration de la réputation et de l'image d'une marque, augmentation des ventes, plus grande fidélité des clients, amélioration de la productivité et de la qualité, plus grande capacité à attirer et à garder les employés, accès au capital, etc (voir le site *Business for Social Responsibility*, <http://www.bsr.org/>).

Ces investigations sur les indicateurs de performance sociale concernent à la fois le niveau macro-économique avec la question de la représentation de la richesse et le niveau des entreprises avec la notion de responsabilité sociale. L'ensemble de ces réflexions sont en particulier portées par le Chantier INDICATEURS.

Le secteur de la finance solidaire s'inscrit également dans ces réflexions. Des travaux existent, cherchant à mesurer, au delà des performances financières, les effets « sociaux » des institutions de microfinance (IMF). Un certain nombre d'outils d'évaluation de la pauvreté en particulier sont développés.

Sur ces principes, la microfinance a rencontré un succès réel et beaucoup des projets et des initiatives, expérimentés dans de nombreux pays, ont gagné en puissance. La phase de croissance et la multiplication des expérimentations ont apporté la preuve qu'on pouvait servir les « non-bancables ». Les IMF ont alors le plus souvent affiché leur mission de lutter contre la pauvreté, d'insérer les exclus dans les rouages de l'activité économique et de leur rendre leur dignité. Cependant, les performances sociales étaient considérées comme acquises, comme intrinsèques au mode de fonctionnement des IMF. A ce stade, la question de l'impact (surtout économique) sur les bénéficiaires s'est posée, essentiellement sous la forme « Combien rapporte un dollar prêté en revenu supplémentaire pour le bénéficiaire? ». Mais les problèmes méthodologiques rencontrés dans la mesure de l'impact ont fait évoluer les analyses de la mesure et de la preuve de l'impact (« prove ») à celle, plus pragmatique et plus concrète, de l'amélioration (« improve ») et de l'adaptation des services à la population cible.

La période de la consolidation et la marche vers la pérennisation des IMF ont focalisé l'attention sur les questions de viabilité financière et de viabilité institutionnelle.

Des outils d'analyse financière ont été adaptés et conçus pour suivre les performances économiques et financières des IMF : la série des outils techniques du Consultative Group to Assist the Poor (CGAP ) porte ainsi sur le système d'information et de gestion, la planification opérationnelle et la modélisation financière, ou encore, l'audit externe des IMF. Des indicateurs de performance financière ont été harmonisés pour les IMF (Micro-Rate et Inter-American Development Bank, 2003) pour améliorer le suivi et la transparence financière.

Pourtant, à l'heure actuelle, les objectifs sociaux de la finance solidaire sont souvent questionnés au niveau international : Quelle est la population réellement touchée par les IMF? Comment peut-on combiner à la fois les objectifs sociaux et les objectifs de pérennité des IMF ? Quels sont les risques de dérive de la mission initiale ? Comment peut-on distinguer et valoriser le travail effectif de la finance solidaire ?

Les investisseurs (bailleurs de fonds et investisseurs éthiques) demandent aux institutions financières de rendre des comptes. Certaines institutions engagées dans la finance solidaire ont également l'intuition que soutenir les performances sociales peut conduire, sur le moyen terme, à renforcer la solidité et les performances financières de l'institution.

Ainsi, un certain nombre d'initiatives voient le jour, cherchant à identifier quelques indicateurs qui traduiraient la démarche sociale de la finance solidaire.

Les travaux de Finsol et Cerise cherchent à proposer des pistes pour répondre à ces nouveaux enjeux. La deuxième phase de l'initiative SPI (*Social Performance Indicators Initiative*) a été finalisée en juin et met maintenant à disposition des IMF et des acteurs intéressés un questionnaire et un guide d'utilisation du questionnaire pour mesurer les performances sociales.

Ce travail s'inscrit à l'heure actuelle dans un mouvement plus large qui regroupe divers acteurs impliqués sur le thème des performances sociales en microfinance (en particulier Imp-Act, le CGAP, CERISE, le chantier Finance Solidaire, certains réseaux européens de microfinance, etc.) et qui désirent travailler ensemble pour promouvoir des approches de mesure et de promotion des performances sociales.

#### *\* Contexte*

Depuis 2002, les membres du chantier Finance Solidaire (<http://finsol.socioeco.org>) sont associés au réseau CERISE (<http://www.cerise-microfinance.org>) et à différents partenaires en Europe (dont la Fondation Argidius, la Fondation FPH, l'Université de Göttingen et la Coopération Suisse), aux Etats-Unis (CGAP), dans les pays du Sud (un ensemble d'IMF) pour travailler sur la définition d'un outil de mesure des performances sociales.

Aujourd'hui, après une phase de test extensive auprès d'une vingtaine d'IMF partenaires en Afrique, Asie, Amérique latine et en Europe, un questionnaire a été actualisé et des résultats sont ébauchés en termes de mesure des performances sociales.

#### *\* Cadre d'analyse de l'outil SPI : performance versus Impact, performance sociale et ciblage des pauvres*

La confrontation en mars 2005 à Paris des approches de différentes initiatives travaillant sur les performances sociales, a conduit à l'élaboration d'un cadre commun sur l'impact et les performances sociales dans lequel l'outil SPI se retrouve parfaitement.

#### Chaîne d'activité d'une IMF

Le fonctionnement d'une IMF suit une chaîne logique :

« intention/mission => action => effet/impact »

On définit les performances globales d'une institution comme les résultats obtenus à chacune de ces étapes en fonction de l'impact recherché et des moyens mis en œuvre par l'IMF pour atteindre ses objectifs. Les performances globales peuvent se décliner en performances économiques et financières et en performances sociales.

Sur la base de cette chaîne, on peut distinguer l'organisation interne de l'institution (principes et action, en amont de la chaîne) et les effets, en bout de chaîne, sur l'environnement de l'IMF (clients, non clients, communauté locale, etc.).

#### L'impact et sa mesure

L'impact est généralement défini comme l'ensemble des changements attribuables à l'action de l'IMF. Il porte sur le client, le groupe auquel il appartient (famille, communauté) et son environnement socio-économique.

L'impact se situe en bout de la chaîne d'activité d'une IMF, comme élément final des performances

globales.

L'analyse de l'impact consiste à comprendre, mesurer et évaluer les effets d'une action. Elle nécessite des informations externes à l'IMF (situation des clients, des non clients, de la communauté, etc.).

#### Les performances sociales et leur mesure

Les performances sociales d'une institution de micro finance sont la traduction effective de sa mission sociale en pratique (actions, mesures correctives, suivi des résultats).

L'objectif social global d'une IMF consiste généralement à :

- Améliorer la vie des clients pauvres et exclus et de leurs familles sur une base durable ;
- Elargir la gamme d'opportunités socio-économiques pour la communauté.

Pour atteindre cet objectif global, la mission sociale d'une IMF peut reposer sur les principes suivants:

- Servir un nombre croissant de pauvres et d'exclus ;
- Améliorer la qualité et l'adéquation des services proposés aux clients ciblés ;
- Améliorer le capital social et les liens sociaux des clients ;
- Engager la responsabilité sociale de l'institution vis-à-vis de ses employés, de ses clients et de la communauté dans laquelle elle s'insère.

Les performances sociales, traduisant le processus de mise en œuvre des principes sociaux de l'IMF, se situent en amont de la chaîne d'activité d'une IMF, comme élément concourant à l'impact final de l'IMF.

L'évaluation des performances sociales consiste à comprendre et évaluer les moyens mis en œuvre et leur efficacité pour atteindre les objectifs sociaux que s'est fixée l'IMF. Elle repose essentiellement sur des informations internes à l'IMF (principes et textes fondateurs, mode d'action et plans d'affaires, système d'information et de gestion, etc.).

Les analyses d'impact et de performances sociales sont donc des méthodes complémentaires d'évaluation des activités de l'IMF.

#### L'outil SPI

Le questionnaire mis au point dans le cadre de l'initiative SPI cherche à évaluer les performances sociales d'une IMF à partir d'information simples et accessibles au niveau de l'IMF. Il se décline autour de quatre dimensions considérées comme révélatrices des performances sociales en microfinance :

##### · Dimension 1 : Ciblage des pauvres et des exclus

Les IMF cherchent généralement à atteindre une population exclue du système financier commercial. Des IMF peuvent avoir l'objectif de cibler des populations exclues socialement ou des pauvres, ou simplement elles offrent des services financiers dans une région où le système bancaire est absent ou à des personnes rejetées par le système bancaire (mais qui ne sont pas nécessairement pauvres ou socialement exclues)

Les questions portent sur la stratégie de ciblage de l'IMF (ciblage géographique, individuel ou par la méthodologie de prêts) et les résultats de la stratégie de ciblage.

##### · Dimension 2 : Adaptation des services et des produits à la population cible

Il ne suffit pas de décider de viser une population cible. Les services de microfinance sont trop souvent standardisés. L'IMF doit étudier la population cible et travailler sur l'élaboration de ses services financiers pour qu'ils puissent être adaptés aux besoins des clients.

Les questions portent sur la diversité des services, la qualité de ces services (rapidité, proximité, transparence, adaptation aux besoins) et l'accès à des services non financiers.

· Dimension 3 : Amélioration du capital social et du capital politique des clients

Pour l'IMF, la confiance entre l'IMF et le client peut réduire les coûts de transaction et améliorer le taux de remboursement. Cela peut favoriser l'action collective et réduire les comportements de « cavalier seul », les comportements opportunistes, et réduire les risques. Pour les clients, renforcer leur capital social et politique peut renforcer leur organisation sociale (action collective, partage de l'information, lobbying,...) et la confiance en soi pour faciliter leur développement économique et social.

Les questions portent sur la confiance et le partage d'informations de l'IMF avec les clients, la participation de ceux-ci dans les instances de décision à différents niveaux de l'IMF et enfin les actions de l'IMF dans le domaine du renforcement du capital social de ses clients.

· Dimension 4 : Responsabilité sociale de l'institution

Une conscience sociale est nécessaire pour constituer un comportement responsable socialement. La responsabilité sociale demande une politique de ressources humaines adéquate, une adaptation de la culture de l'IMF au contexte culturel et socio-économique, une préoccupation de l'impact des actions sur ses clients et sur la communauté dans laquelle l'IMF évolue.

Les questions portent essentiellement sur la politique de ressources humaines de l'IMF, les actions de l'IMF qui sont l'expression d'une responsabilité sociale vis à vis de ses clients (études d'impact, etc.), ou vis à vis de la communauté (réinvestissement dans des services à la communauté par exemple).

Le questionnaire est construit en trois parties :

1. Une première partie, fondée sur des discussions et déclarations sur le management/gestion et qui permet de mieux comprendre la stratégie, la logique et l'évolution de l'IMF en terme d'objectifs sociaux. Elle doit aider à replacer les indicateurs de performance sociale - collectés dans la seconde partie- dans un contexte historique, géographique et socio-économique et faciliter ainsi l'interprétation de la seconde partie du questionnaire.
2. La deuxième partie porte sur les indicateurs de performances sociales proprement dits, selon les 4 dimensions évoquées au-dessus.
3. La dernière partie porte sur quelques indicateurs de performance financière et aide à mettre en relation les éléments de performance sociale avec ceux liés à la performance financière et institutionnelle de l'IMF.

L'initiative SPI a pour ambition d'aboutir à la mise au point d'un outil simple de reporting des performances sociales, utilisable sur une base régulière par les IMF pour s'auto-évaluer (tous les ans par exemple), accepté par l'ensemble du secteur et qui peut être audité de l'extérieur.

*\* Applications de l'outil*

Diverses IMF partenaires ont poursuivi le test de l'outil avec la dernière version. Utilisé en interne, cela permet une réflexion sur la définition, la réalisation et la poursuite de la mission sociale que s'est fixé l'IMF. Vola Mahasoà à Madagascar (voir encadré), l'AMUCSS au Mexique, Bina Swadaya en Indonésie, tous trois partenaires de FINSOL au travers de leurs dirigeants, le projet CREAM en Equateur qui appuie des coopératives d'épargne et de crédit, l'Albanian Savings and Credit Union en Albanie, sont autant d'IMF qui ont utilisé le cadre SPI pour aller de l'avant dans leur politique sociale et définir les contours de leur action en termes de finance solidaire.

**Utilisation de SPI à Madagascar**

**1. Brève présentation de Vola Mahasoà**

Vola Mahasoà (VM) est une institution de type crédit solidaire, intervenant dans le Sud-Ouest de Madagascar, une des zones déclarée la plus pauvre mais ayant du potentiel de développement assez considérable. Le public

est à majorité analphabète. Les activités économiques sont essentiellement l'agriculture, l'élevage et le petit commerce.

Actuellement, VM est encore sous statuts de « projet » en attendant la parution de la loi malgache régissant la microfinance. Elle va être institutionnalisée en « société anonyme » et agréée en tant qu'établissement financier.

L'objectif de VM est d'améliorer le niveau de vie des clients hommes et femmes de différentes catégories sociales, de faible revenu et de revenu moyen, grâce à l'offre de services microfinanciers solidaires, durables, de proximité, compétitifs et de qualité.

VM compte en 2005, 6.600 clients regroupés en groupes de caution solidaire (GCS) de 5 personnes actives économiquement, fédérés en « inter-groupes ». Les intergroupes peuvent être de type villageois ou professionnels en milieu rural. Les inter-groupes en milieu urbain (Tuléar-ville) sont appelés Associations de crédit. La spécificité d'une association de crédit est que la caution solidaire s'opère à son niveau plutôt qu'au niveau des groupes GCS pour alléger le poids de la défaillance des membres.

### **Les Principaux services offerts par VM :**

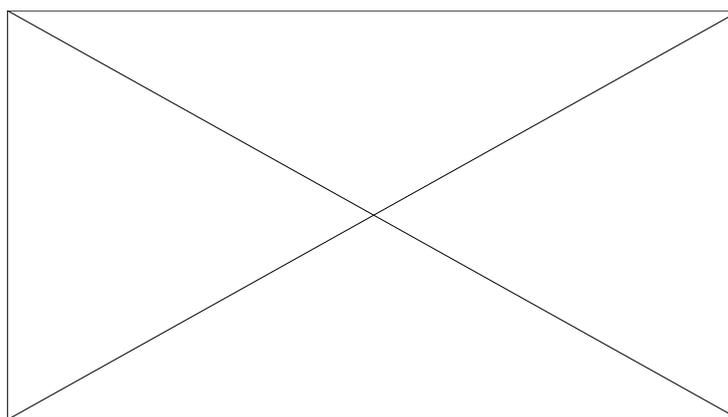
VM propose du crédit productif (pour agriculture, élevage, artisanat/transformation, petit commerce), un crédit avec éducation (CAE), un crédit stockage (Grenier Commun Villageois), la location-vente d'équipement, le crédit aux microentreprises (CME) pour les clients « émergents ». L'appui non financier porte sur la structuration de groupes de caution solidaire, la gestion d'association de crédit/inter-groupes, le montage de projet, la confiance en soi, la gestion des ventes et des méventes, la gestion de trésorerie (pour le CME)

Les prêts varient de 25 USD à 100 USD, et autour de 1000 USD pour le CME, avec un taux d'intérêt de 3,5% mensuel, pour une durée inférieure à un an.

### **2. Pourquoi utiliser le SPI?**

En observant ses expériences depuis 1993, date de début de son intervention en matière de microfinance, VM a constaté que la prise en compte de l'aspect social est un des éléments contribuant à améliorer sa performance en général. C'est la raison pour laquelle elle a été active dans le test de l'outil SPI (Indicateurs de performance sociale).

Le système SPI comporte 4 dimensions, à savoir le ciblage des pauvres et des exclus, la qualité des services, le capital social et la responsabilité sociale. Les résultats obtenus par VM sont décrits dans le graphique suivant :



Résultats de l'utilisation du SPI :

	Score	%
Poverty outreach	22	88%
Quality of services	16	64%
Social capital	15	60%
Social responsibility	16	64%
<b>Total</b>	<b>69</b>	

### **3. Conviction des utilisateurs sur l'utilité et la légitimité de l'outil (Constats du staff)**

Le staff de VM est convaincu de l'utilité du SPI qui a permis une réflexion interne sur le positionnement de VM par rapport à sa mission sociale. Certains indicateurs ont pu conforter VM dans sa stratégie tandis que d'autres éléments ont conduit à s'interroger sur l'action et les orientations à faire prendre à l'institution.

#### **Dimension 1 : Ciblage des pauvres et des exclus**

Cette section a permis de bien faire le point sur le ciblage de l'institution. Elle a rassuré VM sur le fait que malgré la pression de l'autonomie financière et l'abandon d'une partie de la couche la plus pauvre (non bancable car très démunie), en général, l'institution reste dans sa mission initiale en ciblant les groupes de caution solidaire actuels tout en accompagnant une couche de clientèle active vers le microentrepreneuriat.

En termes d'utilisation d'outil de ciblage, la réflexion a porté sur l'amélioration des outils utilisés par VM. Ainsi, un enrichissement de l'outil existant par les différents outils tels que la notation participative de richesse (*Participatory Wealth Ranking*) est envisagé : la notation participative permet de faire participer le public dans la définition même de la pauvreté et du public qu'on peut cibler par le microcrédit. Néanmoins, il faut faire attention à la manipulation de la notion de la « pauvreté » qui signifie « déshonneur » sur le plan culturel local.

En termes de garanties, l'outil SPI propose d'autres formes de garanties « sociales » (au-delà de la caution solidaire utilisée par VM) . Cela a créé un réflexe en interne pour améliorer la sécurité des crédits en intégrant ces formes de garantie dans certains types de crédit. A titre d'exemple, pour les crédits aux microentrepreneurs, la caution d'un tiers non membre de groupe (salaire du conjoint d'un microentrepreneur) ou d'une organisation de formation et d'encadrement des clients contribuant à maîtriser les risques commerciaux, organisationnels et économiques sont prises en compte dans l'analyse des dossiers de prêts. Cela a enrichi la méthodologie sur les produits financiers. Jusqu'à présent, les crédits tenant compte de ces aspects sont bien remboursés. D'où l'idée que la réflexion sur la performance sociale contribue à améliorer la performance financière.

#### **Dimension 2 : Adaptation des services**

La loi malgache actuelle ne permet pas à VM de collecter l'épargne en tant qu'IMF non mutualiste. Pourtant, en observant cet indicateur et le confrontant aux réalités (pression des clients à trouver une entité pour la sécurisation de leur épargne en dehors des « zébus » qui font toujours l'objet de vol), le staff a pris conscience de l'importance de l'épargne volontaire (qui est en plus un outil d'appréciation du sérieux des clients). La solution provisoire actuelle est de mettre en place une « épargne de garantie » appelée « fond de garantie » pour sécuriser le remboursement. Il a été constaté qu'elle a contribué à améliorer le taux de remboursement (par ponction pour renflouer l'argent manquant ou par le fait que certains clients font des efforts de remboursement pour éviter de perdre leur épargne mise en garantie)

En tant qu'IMF non mutualiste, le pouvoir a été concentré aux mains des salariés. Ceci a créé une crise d'impayés à un moment donné car le personnel n'a pas l'habitude d'intégrer les desiderata des clients. Il fallait les faire participer dans le système pour stopper le désastre. Vu les charges de travail du terrain, la consultation a été faite suivant la disponibilité du staff. L'observation de l'indicateur SPI sur la participation des clients à la définition des services et produits a fait prendre conscience au staff que la consultation des clients est non seulement importante mais doit également être régulière. C'est un des gages d'amélioration de la performance financière des antennes de VM. C'est d'ailleurs ce que les clients souhaitent. L'outil principal appelé « boucle méthodologique » a été modifié et renforcé pour intégrer cette participation. Il est constaté actuellement que là où l'outil est bien appliqué et maîtrisé, le taux de remboursement est excellent (voisin de 100% à l'échéance).

L'indicateur sur les départs de clients a interpellé VM et a poussé l'institution à renforcer les études et enquêtes de satisfaction (en plus des statistiques utilisées) : analyse qualitative, enquêtes auprès des non clients, etc. Les outils sur ce sujet sont en cours d'intégration dans le SIG pour leur partie quantifiable.

Sur les services non financiers, VM est convaincu qu'ils sont nécessaires pour limiter les risques sur le crédit, surtout pour les types de clients ciblés dans le Sud-Ouest de Madagascar. Néanmoins, VM a été obligée de constater qu'elle ne peut pas tout faire étant donné les surcharges de travail au niveau des agents de crédit. En

observant cet indicateur, il a été décidé qu'au lieu d'abandonner les services non financiers qui sont vitaux à la performance financière, la Direction cherche d'autres partenaires de développement sur place pouvant prendre en charge les formations des clients sur des thèmes fédérateurs et ayant une relation avec le crédit.

En termes de transparence, l'accès aux comptes par les clients est assez difficile à réaliser, mais VM est interpellé à réfléchir pour les simplifier afin d'être compréhensibles par les clients analphabètes, surtout quand arrivera le moment où les clients actionnaires de VM siègeront au Conseil d'Administration.

### **Dimension 3 : Renforcement du capital social des clients**

Les indicateurs sur la représentation des clients ont réconforté la conviction de VM sur la nécessité de participation des clients dans le système. Ainsi, l'outil SPI souligne l'opportunité de l'approche « inter-groupe » choisie par VM. Par ailleurs, VM a constaté que certains clients sont de plus en plus sûrs d'eux-mêmes et prennent du pouvoir dans leur communauté. Les femmes sont de plus en plus respectées dans leur foyer. La notion d' « empowerment », prise en compte par VM, est un indicateur que se positionne comme un « pont » vers la notion d'impact.

Des réflexions complémentaires ont porté sur la formation en leadership qui pourrait solutionner certains déséquilibres de gouvernance (noyautage du pouvoir des élus aux dépens des salariés. C'est une demande forte de la part des clients dans les Inter-groupes solides actuellement.

### **Dimension 4 : Responsabilité sociale de l'institution**

Sur la politique des Ressources Humaines, la participation des employés à la consultation pour les décisions stratégiques a désamorcé les menaces de grèves. Cependant, le niveau de salaire assez bas reste toujours source de départ des employés, d'où la nécessité pour la Direction de suivre de près cette information et de l'ajuster au taux du marché tout en respectant l'équilibre budgétaire de l'ensemble de VM. L'ensemble de ces indicateurs SPI incite VM à mieux formuler sa politique des ressources humaines (gestion de carrière, amélioration du plan de formation, etc).

L'outil SPI a par ailleurs encouragé VM à améliorer son style de recouvrement des impayés (utilisation privilégiée des autorités locales et moyens locaux par rapport aux moyens légaux de répression). C'est également une demande exprimée par les clients et l'environnement de VM. L'impact positif sur l'image de VM est avéré mais l'impact sur le taux de recouvrement n'est pas encore constaté de façon significative.

## **4. En résumé**

L'utilisation de l'outil a permis de voir la nette distinction et la complémentarité entre les notions d'impact et de Performance Sociale.

En termes opérationnels, c'est un outil d'amélioration méthodologique qui démontre que la performance sociale est indissociable de la performance financière. Ainsi par exemple, une plus grande participation des clients dans l'institution, bien mise en œuvre, peut amener à la diminution des impayés. L'outil incite à rendre souple, ouverte et innovante la culture organisationnelle d'une IMF comme VM. Il permet d'explicitier la logique d'intervention en matière sociale et d'éclairer la vision et la mission institutionnelle. Il est cependant nécessaire que les ressources humaines comprennent l'enjeu des performances sociales et de leur suivi ; pour cela, un processus d'animation et formation du staff autour de l'outil SPI est nécessaire, conduisant à des discussions et la formalisation des résultats sur les 4 dimensions SPI.

L'utilisation de l'outil requiert quelques jours pour collecter l'information nécessaire, et un processus de discussion interne pour en valoriser les résultats, mais ne nécessite pas une démarche lourde d'enquête et donc peut être considéré comme opérationnel à faible coût (à titre d'illustration, 1000 USD d'indemnisation pour son utilisation en phase de test).

Par la suite, il est envisagé au sein de VM d'intégrer les indicateurs dans le SIG et VM poursuivra son amélioration de la méthodologie en prenant mieux en compte les dimensions 3 (capital social) et 4 (responsabilité sociale) de l'outil SPI.

En externe, il peut être utile d'organiser des séances de communication (réunions, médiatisation nationale) auprès des bailleurs de fonds, Associations Professionnelles, organe de supervision (Commission de Supervision Bancaire et Financière), Ministères, praticiens et IMF. Il faudra insister sur l'utilité du SPI qui est un outil de sécurisation financière, de rentabilisation d'investissement, de benchmarking, etc.

Par ailleurs, différents partenaires ont poussé la réflexion avec les IMF au cours d'ateliers et d'échanges sur les performances sociales en utilisant la base SPI : la SIDI et l'IRAM avec des partenaires tels que le Crédit Rural de Guinée ou Al Amana au Maroc ; Planet Finance en proposant un rating social en complément du rating GIRAFE, institutionnel et financier, auprès d'une dizaine d'IMF.

La poursuite de ces applications permet d'approfondir la réflexion, et de continuer sur la voie de l'amélioration et de l'opérationnalisation de ce type d'outils.

## II - Où en sommes-nous à l'heure actuelle par rapport aux propositions du Cahier FINSOL ?

### - La recherche et les aspects techniques de la Finance solidaire

#### Rappel des propositions du Cahier

#### 1. *Renforcer les bases empiriques sur lesquelles fonder la démonstration de la valeur ajoutée de la Finance Solidaire*

Approfondir la recherche sur l'impact de la microfinance sur les liens sociaux.

Conduire des études d'impact de programmes de microfinance sur le capital social dans un certain nombre de cas précis (IMF bien connues), couvrant les différentes familles d'approches méthodologiques.

Identifier à partir de ces cas, les méthodes et les outils qui renforcent ou qui fragilisent la formation de capital social. Elaborer des indicateurs de performance de renforcement du capital social et des liens sociaux.

#### 2. *Analyser les coûts et les gains des IMF qui renforcent le capital social*

Procéder de façon rigoureuse à l'analyse pour les IMF des coûts et des gains induits par le renforcement du capital social.

Définir les champs d'application pertinents de la finance solidaire, en terme d'intérêts publics ou d'utilité sociale.

#### 3. *Définir professionnellement la Finance Solidaire*

Définir la Finance Solidaire en terme de compétences spécifiques, en terme de métier et en terme de règles de gestion et de fonctionnement.

Traduire ces normes en réglementations professionnelles pour créer un nouveau type d'institution financière, dans le cadre de la Loi bancaire.

L'élaboration d'indicateurs de performance sociale est apparue aux acteurs du Chantier comme une étape fondamentale dans la définition de la Finance solidaire. C'est une étape stratégique dans la poursuite du renforcement de la Finance solidaire, car de la définition des indicateurs peuvent découler les avancées sur les autres propositions du chantier.

Le travail en parallèle avec l'initiative SPI a permis de définir un cadre précis dans lequel la finance solidaire peut se reconnaître.

La valeur ajoutée du chantier à ce stade a été la collaboration étroite, constructive et très concrète avec les partenaires du Sud qui donne la force et la crédibilité actuelle à l'outil SPI.

L'outil SPI n'est pas seulement un jeu d'indicateurs, il permet de définir la finance solidaire:

La finance solidaire se retrouve dans les efforts entrepris pour se fixer des objectifs sociaux et se donner les moyens de les atteindre dans les dimensions suivantes :

- Ciblage des pauvres et des exclus
- Adaptation des services à la population ciblée
- Amélioration du capital social et politique des clients

## □ Responsabilité sociale de l'IMF

La poursuite du travail permettra d'alimenter une base de donnée sur les résultats en termes de performance sociale des acteurs de la finance solidaire et d'élaborer des réponses aux questions soulevées dans le Cahier de proposition du Chantier : quels sont les outils et méthodes qui renforcent ou fragilisent les performances sociales de la finance solidaire ? Quels sont les coûts et les gains induits par le renforcement des performances sociales ? etc.

A résultats financiers comparables ou proches, l'outil SPI permettra d'identifier quelles sont les IMF qui s'engagent vers des objectifs sociaux et contribuent à créer des liens et du capital social.

L'outil SPI permettra également de défendre les performances sociales et de légitimer le recours aux ressources publiques ou privées en subventions sans que la contrainte de la rentabilité financière se fasse au détriment d'objectifs sociaux au cœur des politiques publiques : lutte contre la pauvreté, développement durable, renforcement des territoires, etc.

Les acteurs de FINSOL au cours des dernières rencontres du 15 au 18 mars 2005 ont affirmé leur volonté, leur besoin et leur motivation pour poursuivre leur engagement au sein du Chantier pour approfondir le travail sur ces thèmes.

### - Le lobbying

#### **Rappel des propositions du Cahier**

#### **4. *Faire émerger le concept de finance solidaire sur la scène internationale***

Dialogue avec les Bailleurs de Fonds : les sensibiliser au concept, les aider dans la différenciation entre les formes de microfinance (prébancaire ou solidaire), les amener à s'intéresser à la Finance Solidaire et à créer des mesures incitatives destinées à encourager les IMF et à renforcer le capital social. Le cas échéant, les amener à accepter des délais plus longs d'atteinte de la pérennité financière dans les cas où l'IMF agit clairement dans un contexte d'intérêt général.

#### **5. *Obtenir des politiques nationales des avantages fiscaux à la finance solidaire***

Accorder des avantages fiscaux aux épargnants solidaires et aux instruments financiers solidaires qui favorisent les initiatives en augmentant le capital social et en allant vers une société durable et solidaire.

#### **6. *Elargir le réseau des "alliés" de la Finance Solidaire***

Maintenir les dialogues sur le forum FINSOL et utiliser les outils web, lancer sur ce forum des études de cas. Donner à la Finance Solidaire des "visages" pour faciliter l'identification des praticiens à cette pratique. Articuler ce réseau avec d'autres réseaux ayant des préoccupations proches.

#### **7. *Promouvoir la Finance Solidaire auprès de tous les acteurs***

Organiser la promotion de la finance solidaire par des publications, la participation à des conférences et séminaires internationaux.

Organiser le lobbying. Chercher à toucher aussi bien les décideurs que des praticiens pour créer des alliances autour d'une finance qualitative.

L'outil SPI va également au-delà d'une définition de la finance solidaire et d'un jeu d'indicateurs techniques. Il est porteur d'une « culture » de la performance sociale et d'un message à l'attention des bailleurs de fonds, investisseurs sociaux et autres acteurs du monde de la microfinance : les objectifs sociaux d'une institution peuvent être clairement fixés, suivis et améliorés. Les performances financières sont importantes mais ne sont qu'un pilier de la pérennité et de la durabilité d'une institution. Le développement durable de la finance (microfinance et secteur financier au sens large) repose à la fois sur la poursuite des objectifs financiers et des objectifs sociaux.

Déjà, le chantier FINSOL et l'initiative SPI ont pu voir évoluer la façon dont les bailleurs et les investisseurs sociaux abordent la question des performances sociales. On peut ainsi citer par exemple la volonté de la Coopération Suisse (SDC) de demander à ses partenaires tels que le réseau ResponsAbility (groupement de grandes banques suisses investissant dans la microfinance) d'utiliser l'outil SPI pour inciter leurs membres à agir de façon sociale et responsable ou encore le FIDA qui partira de l'outil SPI pour engager le dialogue avec ses partenaires sur les actions à mener en faveur de l'impact social.

La rencontre du 17 mars 2005 à la banque mondiale à Paris qui réunissait à la fois des chercheurs (universités anglaises, françaises, belge, allemande), des praticiens et des bailleurs et investisseurs sociaux a permis aux acteurs du chantier d'argumenter pour élargir la définition des performances sociales : du concept restrictif de ciblage des pauvres aux quatre dimensions de l'outil SPI.

Les acteurs présents (parmi bien sûr les plus convaincus de l'intérêt du concept) se sont engagés à défendre la notion de performance sociale et ont défini ensemble un plan d'action dans lequel les alliés du Chantier ont une place incontournable. Il s'agit d'une évolution forte, portée par un certain nombre d'IMF et de bailleurs après des décennies de « brain washing » où seule la microfinance économiquement performante était considérée comme professionnelle !

Outre les actions concrètes menées conjointement avec différents acteurs, le rôle du chantier pourra être d'offrir des outils de diffusion de l'information : le site Web du chantier et la liste de diffusion sont des outils très opérationnels permettant l'échange d'information, l'animation et le point sur l'actualité qui peuvent alimenter la réflexion et l'échange pour faire progresser les idées et les concepts de la finance solidaire face à une omniprésence des indicateurs de performance financière comme unique axe d'évaluation de la microfinance à l'heure actuelle.

Par ailleurs, le chantier peut faciliter la participation active et l'organisation à l'échelle régionale de rencontres qui font la promotion du concept de Finance solidaire auprès d'un public large. Ainsi en 2005, plusieurs occasions se dessinent déjà : rencontre du réseau MAIN en Afrique (Yaoundé – Cameroun – mai), rencontre européenne dans le cadre de l'Année du microcrédit (Paris – France – juin), rencontre du réseau ForoLac en Amérique latine (Santa Cruz – Bolivie – octobre), rencontre du réseau asiatique aux Philippines (Manille – Philippines – octobre ou novembre), rencontre du réseau nord américain SEEP (Washington DC – USA – octobre), etc.

Le chantier a offert un formidable espace d'échange et de renforcement des initiatives et pourra garder ce rôle de catalyseur et de promoteur de « biens publics » que sont la production d'information, de nouvelles normes et concepts et l'aide à leur diffusion auprès d'un public plus large et directement impliqué dans l'action économique.

#### - La transversalité

##### **Rappel des propositions du Cahier**

##### **8. *Intégrer de la finance solidaire dans une approche systémique de l'économie solidaire***

a) Intégrer la finance solidaire dans le projet global de l'économie solidaire.

L'économie solidaire propose une nouvelle perspective du changement social, perspective dans laquelle la dimension des valeurs joue un rôle fondamental. L'élément central est ici l'apport de la solidarité. La finance solidaire s'intègre donc naturellement dans ce projet global. Elle peut y apporter sa compréhension du capital social.

b) Intégrer la finance solidaire dans la chaîne économique (production, financement, distribution, consommation) constituée par les différents chantiers de l'économie de solidarité.

Il semble nécessaire de créer des liens opérationnels qui renforcent le travail de chacun des acteurs de

l'économie solidaire grâce à l'intégration de différents niveaux de la chaîne économique.

c) Construire, en collaboration avec les autres acteurs de l'économie de solidarité, de nouvelles relations avec les instances politiques.

La place des acteurs institutionnels dans le développement d'une économie de solidarité et la nécessaire redéfinition des relations avec les institutions politiques est un point commun aux différents acteurs de l'économie de solidarité.

La notion de performance sociale telle que définie par les alliés du chantier peut dépasser le cadre strict de la finance solidaire et peut servir de base de discussion et alimenter les réflexions d'autres chantiers de l'Alliance : vision, responsabilité sociale, indicateurs, etc. La diffusion des documents, outils et synthèses des rencontres du chantier Finance solidaire seront un premier pas d'échange avec la participation croisée aux travaux à venir des chantiers.

Certaines bases se dessinent avec la volonté des acteurs du chantier FINSOL d'établir localement des contacts avec les filières du commerce équitable ou les échanges avec le chantier « Indicateurs » sur les concepts et les objectifs.

Le travail engagé peut également offrir la possibilité d'échanges avec d'autres grands acteurs du système financier, tels que les fonds de pension qui se posent aussi des questions éthiques sur leurs politiques d'investissement et qui pourraient être intéressés par savoir ce qui se passe dans le monde de la microfinance.

Le travail mené et à suivre au sein de FINSOL et SPI se fait en étroite collaboration avec des universitaires et chercheurs travaillant dans le domaine de l'économie et de la sociologie sur le concept de développement durable et de responsabilité sociale. Ces relations permettent non seulement de donner une base plus cohérente au concept de Finance solidaire mais aussi d'alimenter la réflexion des économistes et sociologues sur les apports de la finance solidaire aux notions de développement durable et de responsabilité sociale.

### **III Perspectives, stratégies et alliances**

*\* Les rencontres de Mars à Paris : enjeux et perspectives sur les performances sociales*

Différentes rencontres ont eu lieu en mars 2005 à Paris réunissant de nombreux acteurs impliqués dans le thème des performances sociales.

Deux jours d'ateliers (15 et 16 mars) ont réuni les membres de FINSOL et du comité d'organisation de SPI (Fondation Argidius, Cerise, FPH, Coopération suisse): des acteurs impliqués dans le suivi ainsi que les IMF ayant testé le questionnaire SPI. Ces deux journées ont permis de discuter de l'intérêt, des limites et des suites à donner pour de tels outils en présentant les expériences de divers partenaires et en entrant dans le détail du questionnaire et de ses indicateurs. Les discussions ont permis de finaliser une nouvelle version du questionnaire SPI et d'approfondir le guide d'accompagnement du questionnaire qui explicite les hypothèses derrière chacun des indicateurs, clarifie les concepts et indique sur quelles bases peut être trouvée l'information.

Globalement, l'enthousiasme des IMF du Sud est remarquable. Pour chaque IMF présente, la participation dans l'initiative SPI et l'utilisation de l'outil SPI a été l'occasion de mettre en œuvre un processus de réflexion et de discussion sur les performances sociales au sein de l'IMF, même s'il n'y avait pas toujours une adéquation parfaite entre les questions soulevées dans le questionnaire et la situation locale.

La réflexion sur des indicateurs permet de concrétiser la notion de finance solidaire, de l'illustrer et donc de valoriser le travail des institutions engagées dans une approche sociale de la finance, ce qui jusque-là pouvait être occulté par le souci de la viabilité financière.

Le 17 mars, la Fondation Argidius, la Fondation Ford et le CGAP ont réuni à Paris un grand nombre

d'initiatives impliquées sur le thème des performances sociales : praticiens, chercheurs, bailleurs, investisseurs, agences de notation. L'objectif était d'aboutir à un accord sur un cadre commun pour les performances sociales et de développer un plan d'action commun pour pousser les performances sociales. Deux groupes de travail ont été initiés à cette occasion – une "Task Force" sur les performances sociales ("SP Task Force") et un groupe de travail des bailleurs (« CGAP Donor Working Group on Social Performance »). La SP Task Force travaille à une meilleure communication avec le secteur de la micro finance sur ce qu'on entend par performance sociale, à la description des différents niveaux d'analyse, et à l'identification des diverses questions auxquelles les acteurs cherchent à répondre en mesurant et en supportant les performances sociales. Le CGAP Donor Working Group, en cours de formation, doit travailler au développement de bonnes pratiques des bailleurs sur les performances sociales et au développement de standards et benchmark du secteur sur les performances sociales. Ces groupes sont ouverts et encouragent les acteurs intéressés à les rejoindre. Cette rencontre, qui sera suivi d'une nouvelle étape le 24 octobre 2005 à Washington DC montre que la prise en compte des performances sociales commencent à gagner du terrain parmi de acteurs jusque-là essentiellement focalisés sur des performances financières et développant des institutions « pré-bancaires ».

La réflexion est amorcée, les bailleurs et autres acteurs s'y sont intéressés.

La « Task Force » initiée le 17 mars à Paris travaille à la mise en forme d'un site Web qui réunira les travaux et perspectives des différentes initiatives travaillant sur les performances sociales. Ce site pourrait être hébergé par le Microfinance Gateway.

Le 18 mars, se réunissaient le comité de pilotage du chantier Finance Solidaire. Le chantier Finance Solidaire, qui réunit, au sein du Pôle socio-économie solidaire de l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire, des praticiens de la finance solidaire, avait abouti en 2002 à un Cahier de propositions. Ce cahier cherchait, à travers 8 propositions concrètes, à promouvoir et renforcer la finance solidaire. Le chantier a travaillé en étroite collaboration avec l'initiative SPI depuis 2002. La journée du 18 a été l'occasion de faire le point de l'avancement et les perspectives. L'initiative SPI définit un cadre dans lequel la finance solidaire peut se reconnaître. Il s'agit à l'heure actuelle de promouvoir l'outil, de l'utiliser, d'en tirer des enseignements sur les enjeux de la finance solidaire et, plus largement, de favoriser les échanges au-delà du secteur de la finance solidaire vers les autres chantiers de l'Alliance.

#### *\* Perspectives et partenariats*

Un parallèle peut être fait avec le processus d'élaboration des normes de performance financière dans le secteur. Il a fallu plusieurs années avant que soit atteint un consensus sur ces indicateurs. En même temps, la demande est forte, à la fois de la part des IMF et des bailleurs ou investisseurs, pour avoir des outils qui permettent la comparaison et le suivi dans le temps des évolutions d'une institution. Le travail de test et d'amélioration doit donc être poursuivi.

Les différents partenaires de Finsol, Cerise et autres acteurs intéressés pourront tester l'outil SPI et le suivi des tests pourra permettre de collecter les résultats de la nouvelle version du questionnaire, d'améliorer progressivement l'outil et de faire sa promotion auprès de l'ensemble des acteurs du secteur. Il est également prévu un renforcement des liens avec les autres initiatives en cours de définition ou promotion des performances sociales à la suite des rencontres de mars à Paris.

La promotion de la finance solidaire mais plus généralement de l'économie sociale et solidaire dépend largement de sa capacité tant au niveaux local que global de faire la démonstration auprès des gouvernements, opinion publique et les différentes parties prenantes du systèmes de la micro-finance de leur plus-value économique et sociale notamment par rapport aux insitutions financières classiques. Autrement dit, l'enjeu de l'évaluation sociale est au cœur des stratégies de reconnaissance et de consolidation des réseaux et composantes de l'économie sociale et solidaire.

Reste que l'analyse de la performance sociale est récente et peu connue. Un effort généralisation puis de

vulgarisation de la démarche est nécessaire après cette première étape d'expérimentation. De plus, ces indicateurs sont à interpréter dans le contexte géographique, historique et institutionnels de chaque IMF, ce qui suppose le renforcement des réseaux d'organisations et d'experts appropriés.

## **CONCLUSION : L'AVENIR DES DEMARCHES D'EVALUATION DE LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE RESTE ENCORE A ECRIRE**

Il est trop encore trop tôt pour imaginer ce que sera l'avenir des démarches en matière de responsabilité sociétale et d'évaluation des performances sociales. Nouvelle forme de «marketing» (ou plutôt de «funding» dans le cas des institutions de microfinance) ou au contraire transformation en profondeur des relations entre sphère financière et sphère réelle.

Pour certains analystes très en amont (notamment à partir de l'observation des acteurs à Wall street), il s'agit d'une nouvelle adaptation du capitalisme sachant récupérer la contestation des mouvements citoyens, mais peu à même de transformer en profondeur la réalité. Pour d'autres au contraire, il s'agit d'un levier puissant, capable d'engendrer de nouvelles formes de régulation plus contractuelles permettant d'infléchir le cours de la mondialisation.

L'interrogation est la même dans le secteur de la microfinance et le champ des possibles reste ouvert. Il dépendra largement de la capacité de structuration propre au secteur et de la façon dont ses acteurs s'approprieront la démarche. L'avenir sera par exemple bien différent si les démarches sont construites uniquement entre les «stars» du secteur, les fonds d'investissement et les grands cabinets d'audit internationaux ou si, au contraire, des démarches endogènes à l'initiative des associations professionnelles nationales de microfinance sont reconnues.

Enfin, un danger récurrent se pose quant au risque de glissement du discours sur les performances sociales et qui pourrait induire l'idée que la microfinance constitue la seule, et unique, réponse efficace aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion, en lui faisant jouer vis-à-vis de la libéralisation financière et du désengagement de l'Etat, le «rôle du lièvre dans la course de lévrier». Ce serait à la fois trop lui faire porter et risquerait de préparer de futures et douloureuses déconvenues. Un discours plus réaliste implique à la fois une bonne analyse des limites de la microfinance en termes d'impact et, probablement, un repositionnement du secteur dans le cadre de politiques publiques plus larges, construites sur un modèle plus redistributif et utilisant, entre autre, le canal de la microfinance pour réduire les inégalités sociales de développement. Dans cette optique, les approches sur la responsabilité sociale n'apparaîtraient pas comme substitutive aux carences de l'Etat, mais bien comme un outil complémentaire permettant d'en améliorer l'efficacité.

Pour en savoir plus :

L'ensemble des documents (rapports, présentations des rencontres de mars) est maintenant accessible sur le site de CERISE (1) et le seront bientôt sur le site du Chantier Finance solidaire du Pôle Socio-Economie Solidaire (2).

(1) <http://www.cerise-microfinance.org/publication/impact.htm>

(2) <http://finsol.socioeco.org>